



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Communications

M. Denis Bergmann, Corrado Barberis, Mouton

Citer ce document / Cite this document :

Bergmann Denis, Barberis Corrado, Mouton . Communications. In: Économie rurale. N°98, 1973. pp. 75-76;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_98_1_4255

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Sollicité par la SFER d'intervenir au cours de la session de décembre 1972 consacrée au « Rôle des Economistes ruraux », Monsieur MOUTON, retenu par ses fonctions à Grignon, avait rédigé deux notes. Ces observations, lues après les exposés de MM. D. BERGMANN et C. BARBERIS, sont publiées ici en complément du numéro 96 d'Economie Rurale.

Communication de Monsieur D. BERGMANN

Observations présentées par Monsieur MOUTON

Retenu au Centre de Grignon toute la journée en raison de la nécessité pour moi de remplacer un de mes collègues, je souhaite néanmoins participer à la discussion du rapport présenté par M. Bergmann, d'autant plus que le commentaire prévu initialement par les organisateurs de la session n'aura pas lieu si j'en crois le programme figurant sur les invitations.

Je me demande d'abord si une erreur ne s'est pas glissée dans l'intitulé du titre de ce rapport qui en fait ne traite que des travaux de recherche entrepris par l'INRA et accessoirement par le SCEES et la SCAFR. Doit-on conclure, avec le directeur de recherches de l'INRA, responsable depuis près de dix années du secteur économique et sociologique de cet organisme, que seuls les chercheurs « patentés » de l'INRA ont obtenu des résultats suffisamment importants pour être présentés à l'ensemble des lecteurs tant français qu'étrangers de la revue *Economie Rurale* ? Je ne partage pas cette opinion et estime que la présentation faite aujourd'hui par M. Bergmann est à la fois partielle et partiale. M. Bergmann se considérerait-il comme le dépositaire exclusif de la « Vérité » en matière d'économie rurale ? Cela ne le conduirait-il pas à imiter les prophètes ou les grands inquisiteurs, à ignorer les conditions dans lesquelles les enseignants, en particulier, font des recherches, ignorance qui serait grave pour un chercheur portant des jugements aussi définitifs.

Un certain nombre d'économistes ruraux, qu'ils soient chercheurs, enseignants ou responsables dans les entreprises et institutions privées et publiques ne partagent pas heureusement ce point de vue quelque peu dogmatique ; ils estiment que la recherche en milieu agricole et rural implique l'existence d'un esprit de tolérance conforme à un comportement réellement scientifique... Certains de nos collègues, et peut-être même la Direction de l'INRA, peuvent penser qu'il s'agit d'une querelle scolastique digne de celles qui ont longtemps troublé l'enceinte de la Sorbonne, ou d'une réaction épidermique due à la non citation de travaux personnels.

En fait il n'en est rien ; le simple rappel de quelques travaux poursuivis depuis de longues années par quelques personnalités va montrer à l'envie le caractère partial du choix de M. Bergmann, ce qui à nos yeux, nous semble éminemment regrettable.

A la page 3, il aurait fallu, par exemple, citer les travaux de M. Moreau à la tête de la Division de la Rentabilité de la CGA qui ont permis le développement des travaux des centres d'économie et de gestion, les analyses et les travaux de MM. Cépède, P. Fromont et J. Milhau... pour lesquels il est douteux que le support politique ait été déterminant...

Au cours des dix dernières années, que d'oublis : citons pêle-mêle les travaux de la Commission agricole du Conseil Supérieur de la Comptabilité dont les Présidents ont été MM. Cépède et Poitevin, les travaux, études et recherches des de Cambiaire, de Bernis, Goreux, de Farcy, Klatzmann, Malassis, Pautard, Meynaud, Séverac... ceux des géographes français qui, de tout temps, ont joué un rôle non négligeable dans l'approfondissement de nos connaissances, ceux des organisations professionnelles (IGER, BAC...) ainsi que des sociétés d'études, objets des ressentiments permanents de M. Bergmann. Il s'agit certes d'une liste très incomplète mais pourquoi ne pas les citer tous lorsqu'il est fait un sort particulier à un ouvrage de large — et même de trop large — vulgarisation : « Une France sans paysans ».

Les auteurs cités sont peut-être frappés d'indigence scientifique comme se plaît à le souligner le rapport à la page 33 (1^{er} alinéa), ce qui expliquerait leur non-sélection. Pour ma part, n'étant pas, comme M. Bergmann, réformiste convaincu (p. 37), je n'ai jamais eu comme modèle de références le « modèle américain » qui dans le domaine de l'économie rurale se caractérise par une excessive facilité scripturale de qualité très irrégulière ; il est vrai que pour certains, jouer au mécano dans le cadre d'un programme linéaire, c'est faire œuvre de recherche originale... C'est pourquoi je suis amené à poser deux questions pour terminer, l'une à M. Bergmann, l'autre aux organisateurs.

La première : M. Bergmann peut-il nous dire quels critères lui permettent d'affirmer qu'un travail est ou non scientifique et digne ou non de figurer dans son rapport.

La seconde : la revue *Economie Rurale* touchant un vaste public, les organisateurs ne se doivent-ils pas de compléter le panorama des principaux résultats de recherche obtenus en France depuis dix ans, en demandant à une commission de quelques personnes, par exemple à des membres du bureau de la SFER, de rédiger un rapport complémentaire à celui de M. Bergmann ?

Communication de Monsieur C. BARBERIS

Commentaire de Monsieur MOUTON

La communication de notre collègue Barberis « Spécificité de l'économie rurale : l'existence d'économistes et de sociologues ruraux se justifie-t-elle encore aujourd'hui ? » doit être commentée par un sociologue d'une part, par un économiste d'autre part. Le fait d'avoir été choisi par les organisateurs de cette session pour être le « commentateur économiste » s'explique, je pense, en raison d'une collaboration étroite et régulière avec l'équipe de sociologie rurale de l'Institut National Agronomique (M. Cépède, Mme Madec et Mlle Wisner), à l'occasion d'études sur le terrain commencées dès 1969 qui se poursuivent encore actuellement et dont le financement, il faut le souligner, a été exclusivement assuré par les organisations professionnelles agricoles mutualistes. Il me semblait donc possible a priori de répondre favorablement à la demande des organisateurs compte tenu de cette expérience pluridisciplinaire. Malheureusement la lecture attentive de la communication de M. Barberis m'a rapidement démontré la vanité de cette hypothèse de travail. Comme les économistes, les sociologues semblent eux aussi se répartir en chapelles, en sectes, chacune d'entre elles ayant son langage propre, ses rites spécifiques... Une telle constatation est d'ailleurs confortée par M. Barberis lui-même qui souhaite en effet « l'essor d'une nouvelle profession, un journalisme *sui-generis*, capable de pénétrer les secrets des chercheurs et de les expliquer au peuple ou de les démasquer ». Ayant vraisemblablement fréquenté la secte A, la secte B me demeure suivant l'expression classique des anciens géographes « terra incognita ».

Je serai, en conséquence, tenté de ne pas commenter la communication de notre collègue qui m'apparaît comme un feu d'artifice témoignant d'une culture universitaire étendue dans ces terres qui me demeurent inconnues comme du domaine de la secte B.

Cependant, la fréquentation assidue des membres de la secte A — les sociologues de l'INA — m'a donné la possibilité de dégager un certain nombre d'enseignements se rapportant plus ou moins directement au thème traité par notre collègue Barberis ; il faut d'ailleurs remarquer que le titre finalement retenu ne correspond pas exactement au thème proposé initialement, la première proposition « Spécificité de l'économie rurale » ayant disparu : M. Barberis a sans doute admis que cette proposition était implicitement contenue dans la question.

Précisons d'abord la qualité des personnes en présence : un **ingénieur agronome économiste** collabore avec des **sociologues ruraux** d'un type particulier puisqu'ayant tous reçu une formation agronomique de base, d'où l'existence immédiate d'un langage commun et de réflexes professionnels spécifiques.

1°) La **spécificité du monde rural** est certaine, la domestication de la vie et l'artificialisation du milieu marquent de manière indélébile les caractéristiques économiques et sociologiques du milieu rural. Par conséquent les problèmes du monde agricole stricto-sensu et du monde rural non agricole ne peuvent être appréhendés de manière satisfaisante que par une approche pluridisciplinaire, impliquant bien évidemment un **niveau « certain » de connaissances agronomiques**. Cette remarque s'applique aussi bien pour l'étude de l'unité de production agricole et ses prolongements (coopératives...) mais que pour l'ensemble des organisations professionnelles agricoles, voire interprofessionnelles, dans le cadre national comme dans le cadre international.

2°) Une collaboration entre économistes et sociologues n'est réellement féconde que si elle se poursuit pendant plusieurs années, ce qui implique à notre avis le respect impératif par les parties en présence d'un certain nombre de règles déontologiques.

a) L'économiste comme le sociologue doivent se comporter dans leur propre discipline en **vrais professionnels**, capables non seulement de reconnaître publiquement leurs erreurs et leurs limites, mais aussi de comprendre (et d'apprendre) les concepts et les règles de base de l'autre discipline.

b) Les membres doivent constituer une **société d'interconnaissance réelle**, ce qui implique d'abord une limitation de leur nombre, l'existence d'une « **philosophie** » commune en matière de recherche reposant à mon avis sur la primauté du « Réel » sur le « Théorique », le caractère éminemment relatif de la « vérité » dans les Sciences Humaines, la soumission absolue aux principes de la méthode expérimentale ; enfin un comportement agressif résultant de la conjonction de « mauvais caractères ».

c) Un succès relatif dans un premier stade peut se transformer très rapidement en échec total (c'est-à-dire la destruction du groupe de travail) si un élargissement du groupe est imposé aux leaders, qu'ils soient les fondateurs ou non de celui-ci : le souci de maintenir la cohésion et la permanence du groupe doit toujours l'emporter sur la volonté de puissance, volonté de puissance qui se manifeste le plus souvent par une extension inconsidérée du champ d'activité du groupe.

C'est pourquoi en conclusion à la question : Spécificité de l'économie rurale : l'existence d'économistes et de sociologues ruraux se justifie-t-elle encore aujourd'hui ? je pense pouvoir apporter une réponse affirmative, compte tenu d'une expérience personnelle limitée et peut-être intransposable.